

Questions orales

honorables collègues, je ne demande pas mieux que d'en parler au premier ministre.

Des voix: Bravo!

L'ÉNONCÉ POLITIQUE CONTENU DANS LE BUDGET

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, le premier ministre nous dira-t-il s'il faut ajouter foi à la déclaration qui figure dans le budget, à savoir «l'Agence limiter son examen aux éléments clés des propositions d'investissement» ou est-ce qu'on compliquera encore davantage le travail de cet organisme, par exemple en imposant la condition prévue à la directive 6-5?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le ministre concerné vient de dire que cette condition ne faisait pas partie de la politique de l'AEIE, mais qu'il ne demande pas mieux que d'étudier la recommandation du chef de l'opposition.

* * *

LES FINANCES

LA PRÉPARATION DES LIGNES DIRECTRICES CONCERNANT LES RESTRICTIONS

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, c'est une journée mémorable. Nous avons entendu dire tout à l'heure que la foule des amateurs de baseball ne sont pas allés voir les Expos ou la partie des étoiles, mais Gerry Regan et que c'est pour cette raison que nous devons payer la note.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Qui êtes-vous allé voir?

M. Clark: Je suis allé voir Gary Carter.

Comme le ministre des Finances a précisé que la règle des 6 et 5 p. 100 allait s'appliquer aux subventions et ententes du gouvernement, et que selon lui les lignes directrices en voie de préparation devraient être prêtes cette semaine, je voudrais lui demander si elles seront bien établies cette semaine et si elles seront rendues publiques.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai dit hier ou avant-hier au chef de l'opposition que les lignes directrices seraient probablement prêtes cette semaine, et «probablement» est bien le terme que j'ai employé. Cette réponse tient toujours et nous avons évidemment l'intention de rendre les normes publiques quand elles seront prêtes.

• (1500)

L'ÉNERGIE

LE DÉGRÈVEMENT FISCAL ACCORDÉ À SUNCOR—
L'APPLICATION DES LIMITES PRÉCONISÉES PAR LE
GOUVERNEMENT

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Hier, il a annoncé un dégrèvement fiscal de 35 millions et demi de dollars à Suncor pour qu'elle améliore ses installations, devienne plus efficace et produise davantage. Suncor s'est-elle engagée à respecter les limites de 6 et de 5 p. 100?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je suis très heureux de constater que Suncor investira 690 millions de dollars, dont environ la moitié en Ontario et le reste en Alberta. En retour des concessions fiscales accordées par le gouvernement du Canada, Suncor a accepté de s'en tenir, pour ses propres opérations, aux lignes directrices du gouvernement fédéral sur les hausses salariales de 6 et de 5 p. 100, exception faite des obligations contractuelles existantes, ainsi qu'aux lignes directrices relatives à des hausses de prix réduites pendant deux ans, alors que l'accroissement des coûts ralentira et que les marges bénéficiaires reviendront à la normale grâce à l'excellent budget présenté par le ministre des Finances à la fin de juin.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

PRÉSENTATION DU 5^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter le cinquième rapport du comité permanent des prévisions budgétaires en général, dans les deux langues officielles.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

DÉPÔT DE COPIES DE LA RÉPONSE DU MINISTÈRE AU RAPPORT
DU COMITÉ SPÉCIAL DE L'ÉNERGIE DE REMPLACEMENT DU
PÉTROLE

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, conformément aux dispositions du paragraphe (2) de l'article 41 du Règlement, je désire déposer dans les deux langues officielles des copies de la réponse du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources au rapport du comité spécial de l'énergie de remplacement du pétrole de la Chambre des communes.